

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 10/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE

3 rue du Colisée
30900 Nîmes

Références :
Code AIOT : 0006601765

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans la déchetterie exploitée par la COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE implantée Chemin de Calvisson, parcelle AI37, 30820 Caveirac. L'inspection a été annoncée le 20/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE
- Déchetterie de Caveirac Chemin de Calvisson AI37 30820 Caveirac
- Code AIOT : 0006601765
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Caveirac a été construite en 1995. Elle est localisée au lieu-dit Le Lacan, à l'extrémité Sud-Ouest du territoire de Caveirac en limite communale avec Langlade, sur la parcelle n°37 de la section AI.

Les premières habitations se situent à environ 680 mètres du site.

Elle collecte les déchets des particuliers et des professionnels et effectue des opérations de broyage des déchets verts collectés.

L'autorisation d'exploiter le site a été initialement délivrée au Syndicat Intercommunal à Vocation

Unique de la valorisation des déchets de la Vaunage par l'arrêté préfectoral n°02.080N du 19 juin 2002. Le récépissé de sa déclaration de changement d'exploitant a été délivré à la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole (CANIM) pour la reprise de l'exploitation la déchetterie, et le récépissé de déclaration d'antériorité n°13.120N, pour son exploitation sous le régime de l'autorisation sous les rubriques 2710-1a, 2710-2a et 2791-1 de la nomenclature des ICPE.

L'arrêté préfectoral n°17.013N a été délivré à la CANIM, suite à sa demande présentée en date du 4 août 2016, de modifier la déchetterie déjà autorisée de Caveirac en vue de l'optimiser et de la mettre aux normes.

Le dossier du 8 août 2016 susmentionné prévoit notamment la mise en place d'un nouveau bassin de rétention de 970 m³, dimensionné pour compenser les nouvelles surfaces imperméabilisées du site suite à son extension et disposant d'un volume mort étanche de 250 m³ afin de contenir une éventuelle pollution accidentelle.

Par ailleurs, l'étude de danger annexée à ce dossier prévoit la mise en place d'un mur REI 120 de 3 mètres de hauteur au nord, est et sud de la zone de stockage/broyage des déchets verts, afin de ramener les flux à 5 kW/m² dans l'enceinte du site et de n'avoir aucun flux thermique sur l'espace pédagogique destiné à accueillir du public.

Les déchets admis sur la déchetterie sont :

- les déblais/gravas
- plâtre/plaque de plâtre
- métaux
- bois
- encombrants non incinérables
- cartons
- encombrants incinérables
- mobiliers
- déchets difus spécifiques
- DEEE
- huiles usagées
- batteries
- piles et accumulateurs
- cartouches encre
- déchets verts
- papiers
- pneus
- amiante lié à des matériaux inertes
- bouteilles de gaz et extincteurs
- verre
- textile
- polystyrène expansé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative des installations et conditions d'exploitation
- stratégie de défense contre l'incendie
- prévention des pollutions
- traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 10.2.6.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
2	Registre des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.2.6.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Conformité	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017,	/	Mise en demeure, respect de	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 1.3.1.		prescription	
7	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 5.4.12.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 9.2.4.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Conditions d'aménagement de la plateforme de stockage et broyage d...	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.3.	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 9.5.3.	/	Sans objet
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 9.5.4.	/	Sans objet
6	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 5.4.4.	/	Sans objet
9	Conditions particulières applicables à l'amiante lié à des matériau...	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.2.4.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater des points non conformes aux éléments techniques prévus dans le dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant en août 2016, en vue d'optimiser et de mettre aux normes la déchetterie, portant notamment sur des mesures de prévention des risques d'incendie et de pollution des sols (mur autour de la plateforme de stockage/broyage des déchets verts non étanche aux flux thermiques pendant 2 heures ; bassin

prévu pour le confinement des eaux d'extinction non étanche). De plus, l'exploitant n'a pas respecté ses obligations en matière de traçabilité des déchets (déclaration sur GERE, registre des déchets sortants). Au vu des délais nécessaires pour leur mise en conformité, une mise en demeure est proposée.

D'autres points non conformes, qui peuvent être corrigés rapidement et ne remettent pas en cause la sécurité du site, pourront faire l'objet d'une lettre de suites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 10.2.6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : L'exploitant n'a pas fait sa déclaration des déchets sur l'application GERE pour l'année 2022. Il a déclaré que cet oubli résultait du départ de l'agent qui était chargé notamment de cette tâche, suite à la récente réorganisation des services de la CANIM. Ce constat constitue un fait non conforme aux exigences de l'article 10.2.6.1. de l'arrêté préfectoral du 26/01/2017 susvisé.
Observations : L'exploitant veillera à faire sa déclaration pour 2023 avant le 31/03/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.2.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes: - la date de l'expédition ; - le nom et l'adresse du destinataire ; - la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; - l'identité du transporteur ; - le numéro d'immatriculation du véhicule.
Constats : L'inspection a constaté l'absence de registre de traçabilité des déchets sortants du site. L'exploitant a déclaré qu'un déploiement d'un registre numérique des déchets est prévu sur l'ensemble des déchetteries exploitées par la CANIM d'ici 2 mois, et qu'il sera consultable sur le site de Caveirac pourvu d'un poste informatique.

Ce constat constitue un fait non conforme aux exigences de l'article 3.2.6. de l'arrêté préfectoral du 26/01/2017 susvisé.
Observations : L'arrêté du 29 février 2012 susvisé ayant été abrogé depuis le 1er janvier 2022, le registre des déchets sortants établi et tenu à jour devra contenir les informations requises à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, applicable aux établissements produisant ou expédiant des déchets depuis le 1er janvier 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 9.5.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque d'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : - <u>Concernant les installations électriques :</u> L'exploitant a présenté à l'inspection : - le rapport de la contre-visite de vérification des installations électriques effectuée le 29/06/2023, permettant de lever les 2 observations signalées dans le rapport du 21/07/2022 de la précédente visite de contrôle; - le rapport de vérification des installations électriques du 18/07/2023, comportant une seule observation signalant l'absence sur le site du plan de câblage lors de ce contrôle, ainsi que le dit plan à jour, levant ainsi la non-conformité signalée. - <u>Concernant les matériels de lutte contre l'incendie :</u> L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de vérification de 12 extincteurs dont 2 extincteurs sur roues disposés à l'extérieur et de 2 RIA installés près de la plateforme des déchets verts, daté du 20/06/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 9.5.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :[...] <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

<ul style="list-style-type: none"> - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1, - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un livret de sécurité ainsi qu'un registre d'exploitation, présents dans le local des agents, comprenant toutes les consignes de sécurité et d'exploitation requises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 1.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité au dossier de demande et au PAC
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : L'inspection a fait les constats suivants : - la plateforme de stockage/broyage des déchets verts est délimitée par des panneaux de béton de 3 mètres de hauteur non jointés, entre lesquels des espaces de quelques cm apparaissent à plusieurs endroits, voire de plusieurs dizaines de cm au niveau du coin nord-est, laissant passer des déchets végétaux. De plus la hauteur des végétaux stockés dépassait celle des panneaux de béton. L'exploitant déclare que ces espaces entre les blocs sont apparus suite à la poussée des végétaux lors de leur tassage au fond de la plateforme. Les constats établis montrent que la barrière de béton mise en place autour de la plateforme des déchets verts n'est pas étanche aux flux thermiques en cas d'incendie, et ne respecte donc pas les dispositions constructives proposées dans le dossier de porter à connaissance du 8 août 2016 prévoyant un mur REI120 ; - le bassin de 250 m ³ , mis en place pour assurer le confinement des eaux d'extinction et des rejets pollués accidentels, est séparé du reste du bassin de rétention des eaux pluviales par une paroi béton et une vanne martelière. Toutefois, il a été constaté qu'aucune membrane étanche de couverture n'était visible sur le fond et les talus de ce bassin, constitués par des blocs de pierre posés directement sur le sol excavé. De plus, la présence d'une végétation dense poussant sur le fond du bassin, comprenant des arbustes au niveau du coin nord-est du bassin, témoigne de l'absence d'étanchéité du bassin. Les caractéristiques de ce bassin ne respectent donc pas les dispositions constructives proposées dans le dossier de porter à connaissance du 8 août 2016, ni les dispositions de l'article 9.4.1. de l'arrêté préfectoral du 26/01/2017 susvisé, qui prévoit que toutes mesures soient prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 1.3.1. de l'arrêté préfectoral du 26/01/2017 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 5.4.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions aqueuses
Prescription contrôlée : [...] Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport d'intervention de la dernière opération de vidange et de nettoyage du débourbeur-deshuileur qui a été réalisée le 15/02/2023 ainsi que le BSD associé pour les boues et eaux évacuées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 5.4.12.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions aqueuses
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies: Référence du rejet vers le milieu récepteur : MES : 35 mg/l DCO: 125 mg/l DBO5: 30 mg/l HCT: 5 mg/l Azote total: 15 mg/l Phosphore total: 2 mg/l
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des dernières analyses des rejets aqueux de la déchetterie, réalisées en 2022 : - analyses du 18/05/2022 : le rapport fait apparaître un dépassement sur le paramètre MES, avec une concentration mesurée de 53 mg/l > 35 mg/l ; - analyses du 30/08/2022 : tous les résultats étaient conformes aux valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral du 26/01/2017. Toutefois, ces analyses ont été réalisées il y a plus d'un an. L'exploitant déclare que de nouvelles analyses des rejets sont prévues le 28/11/2023. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 5.4.12. de l'arrêté préfectoral du 26/01/2017 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 9.2.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du bassin de stockage (250 m³) ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques (en particulier à proximité du local de stockage des déchets dangereux), à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Il est constaté : <ul style="list-style-type: none">- la présence d'un téléphone fixe et d'un téléphone portable sur le site ;- la présence de 10 extincteurs judicieusement répartis dans les locaux, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles et dans les lieux présentant des risques spécifiques (en particulier à proximité du local de stockage des déchets dangereux), 2 extincteurs sur roues disposés sur les aires extérieures, et 2 RIA installés près de la plateforme des déchets verts. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ces appareils ont été vérifiés en date du 20/06/2023 ; <ul style="list-style-type: none">- la présence de deux poteaux incendie, l'un public à l'extérieur du site à l'entrée de la déchetterie, l'autre interne au site, dans le coin nord-est de la plateforme inférieure, à proximité de la plateforme des déchets verts. L'exploitant a déclaré que ces poteaux incendie ont été contrôlés en même temps que les extincteurs, toutefois il n'a pas été en mesure de présenter de justificatif de ce contrôle à l'inspection ni des débits délivrés par ces poteaux incendie. De plus, aucun plan des locaux destiné à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local comme prévu à l'article 7.1.1, n'était présent sur le site. Ces deux derniers constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 9.2.4. de l'arrêté préfectoral du 26/01/2017 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Conditions particulières applicables à l'amiante lié à des matériau...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Une zone de dépôt spécifique reçoit les déchets d'amiante lié aux matériaux inertes. Cette zone est clairement signalée. Les éléments reçus en vrac sont déposés, emballés et étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant met à disposition des usagers ou de son personnel les moyens d'ensachage des déchets.
Constats : L'inspection a constaté qu'une zone de dépôt spécifique pour les déchets d'amiante liée réservée aux particuliers était présente dans une partie grillagée d'un auvent clairement signalée par un panneau, dont l'entrée est interdite au public hors rendez-vous. Des sacs d'emballage spécifiques à ces déchets sont disponibles, et l'exploitant a présenté à l'inspection les consignes écrites encadrant ce type de dépôt destinées aux usagers, qui prévoient : <ul style="list-style-type: none">- la sollicitation par l'utilisateur préalable de l'exploitant par courriel,- la prise de rendez-vous pour la transmission des consignes d'emballage et de dépose des déchets amiantés, la récupération du sac (big bag) et d'un kit de protection adapté et la démonstration du mode opératoire ;- le dépôt de ces sacs de déchets avec bordereau de suivi sur l'aire dédiée sur rendez-vous, uniquement les jours de collecte à 11h30 prévus chaque 1er mardi du mois,- la signature du registre prévu pour ces dépôts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Conditions d'aménagement de la plate-forme de stockage et broyage d...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Les déchets verts sont entreposés et broyés sur une dalle étanche dont les eaux pluviales sont drainées et dirigées vers le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. La zone dédiée au stockage des déchets verts en attente de broyage répond aux caractéristiques suivantes : hauteur maximale : 2 mètres, surface maximale : 2290 m ² . La durée moyenne de stockage des déchets verts avant broyage ne dépasse pas un mois. Les déchets verts broyés sont évacués dans les 48 heures suivant l'opération de broyage.
Constats : L'inspection a constaté que l'aire de dépôt des déchets verts, implantée en contre-bas à l'est du site, était recouverte d'une dalle étanche raccordée au réseau de collecte des eaux pluviales (regards). L'exploitant a déclaré que des campagnes de broyage sont planifiées au moins une fois par mois, voire tous les 15 jours en période haute. Toutefois, il a été constaté que la hauteur des déchets verts atteignait, voire dépassait par endroits, la hauteur des murs qui est de 3 mètres. L'exploitant a déclaré que la prochaine campagne de broyage était prévue les 17 et 18 octobre 2023, soit la semaine suivante. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 3.3. de l'arrêté préfectoral du 26/01/2017 susvisé.

Observations : L'exploitant doit adapter le rythme de réalisation des campagnes de broyage en fonction du taux de remplissage de la plateforme en déchets verts, afin de respecter la hauteur maximale de 2 mètres de stockage autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours